

## ÉDITORIAL VINCENT GEORIS

Le Parlement européen approuve le Ceta.

# Le Ceta, un traité improbable

**A**près la résistance de la Wallonie, c'est au tour des eurodéputés socialistes belges de charger le Ceta. À midi pile, ce mercredi à Strasbourg, les trois députés francophones voteront «non» à l'accord de libre-échange entre l'Europe et le Canada. Ils rejoindront le combat des Verts et de la gauche radicale. Cette fois pourtant, la résistance sera symbolique. Ce petit groupe d'irréductibles ne pourra empêcher la majorité des 751 députés européens d'adopter le traité international.

Le Ceta passera sans coup férir. Le Premier ministre canadien Justin Trudeau ne devra pas repousser son vol pour venir célébrer la victoire dans l'hémicycle européen, comme il le fit en octobre suite au refus wallon.

La tactique des socialistes francophones saute aux yeux. Menacés sur leur aile gauche par le PTB et les écologistes, ils n'ont d'autre choix que de durcir le ton. Et de crier haut et fort, en Wallonie comme à l'Europe, leur opposition au Ceta.

**Menacés sur leur aile gauche par le PTB et les écologistes, les socialistes francophones n'ont d'autre choix que de durcir le ton.**

Qu'on le critique ou pas, leur revirement est impressionnant. Dès le début des négociations, les socialistes européens ont soutenu le Ceta. Ils étaient partie prenante. Et puis, brusquement, le groupe s'est scindé. Une partie d'entre eux a rejoint l'opposition au traité.

La famille socialiste européenne s'est divisée. Cette fracture, tactique et idéologique, arrive en pleine poussée de fièvre populiste. Certains socialistes misent sur une accélération du libre-échange comme remède à la fragmentation de l'Europe. D'autres réclament un retour aux fondamentaux de la gauche.

Au final, le Ceta est adopté par une Europe peu sûre d'elle. Il entre en vigueur, mais partiellement. Nul ne sait s'il sera ratifié un jour par tous les États européens. Cette incertitude nuit à la sérénité des entreprises et au développement du commerce. La Commission européenne, qui s'est obstinée à négocier ce traité dans l'ombre, sans retour vers les citoyens, devra en tirer les conséquences et revoir ses principes de négociation et de transparence. Sous peine d'affaiblir l'Europe.